

Suivi et Contrôle communautaires des impacts de pesticides Position de PAN International-Groupe de Travail 5

1. Le Contexte

Pesticide Action Network (PAN) est un réseau de plus 600 Organisations Non Gouvernementales, d'institutions et d'individus dans plus de 90 pays travaillant pour l'adoption des alternatives écologiquement saines en lieu et place de l'utilisation des pesticides dangereux.. Ses projets et campagnes sont coordonnés par cinq Centre Régionaux autonomes.

La présente position de PAN International émane du groupe de travail sur le suivi et le contrôle communautaires des impacts de pesticides et fût collectivement développée par les centres régionaux de PAN et leurs partenaires. Ce document souligne les positions et analyses de PAN sur le suivi et le contrôle communautaires, propose des solutions et présente l'engagement du réseau à résoudre cette question. D'autres positions liées aux cinq objectifs stratégiques de PAN ainsi que des documents techniques de support sont également disponibles.

2. Le problème

L'utilisation de pesticides comporte des risques graves pour la santé de l'Homme, l'environnement, la biodiversité, la sécurité alimentaire et le revenu des petits paysans et agriculteurs. Ces problèmes sont particulièrement graves dans les pays en développement.

Il est certain que, les conditions dans la plupart des pays en développement rendent presque impossible la garantie d'une utilisation appropriée. La disponibilité des produits chimiques très toxiques, le manque d'information sur leurs dangers, les politiques gouvernementales et la publicité agressive de l'industrie, ainsi que la pauvreté, l'analphabétisme, et le manque d'infrastructures de santé dans les milieux ruraux font en sorte que les pesticides soient une menace majeure pour la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement. Dans ces conditions, les paysans utilisent ce qui est disponible et non ce qui est approprié.

La plupart des pesticides utilisés dans les pays en développement sont des produits chimiques très toxiques. Par exemple, 73% des importations de pesticides en Thaïlande appartiennent aux catégories 1a (extrêmement toxique) et 1b (très toxique) de l'Organisation Mondiale de la Santé. Au Cambodge, 84% des pesticides utilisés sont de modérément à extrêmement dangereux pour la santé de l'Homme. Dans les pays développés, la plupart de ces produits chimiques sont soit interdits ou ne peuvent seulement être utilisés que par des spécialistes agréés qui doivent prendre des précautions

rigoureuses. Entre 1992 et 1994, plus de 344 millions de kilos de pesticides dangereux ont été exportés des USA – au moins 25 millions de kilos dont l'utilisation avaient été interdite dans le pays – dont la majorité a été envoyée dans le monde en développement.¹

Il existe quelques conditions spécifiques et pratiques communes dans les pays en développement qui accroissent ce problème, dont:

1. L'utilisation excessive ou la mauvaise utilisation des substances dangereuses :

- le manque de précaution lors du transport ou la manipulation des substances chimiques
- la réutilisation des emballages vides de pesticides pour le stockage de nourriture ou d'eau
- l'utilisation de substances bon marché, souvent plus dangereuses, des mélanges de pesticides et équipements défectueux
- l'utilisation inappropriée des pesticides (i.e. pour la pêche)

2. l'utilisation excessive de substances toxiques sans mesures adéquates de sécurité :

- le manque de moyen pour acheter des équipements et tenues de protection
- l'impossibilité quasi-totale de porter des tenues de protection dans des climats chauds et humides
- absence d'eau propre pour la lessive
- le mélange de produits chimiques dangereux avec la main

3. L'incapacité de lire les étiquettes complexes du fait de:

- taux élevé d'analphabétisme
- l'utilisation des étiquettes en langues étrangères au lieu des langues locales courantes

Ces pratiques découlent du manque de sensibilisation des utilisateurs finaux sur les risques liés à l'utilisation de pesticides et à la pauvreté en général. Les communautés ne sont pas conscientes des risques liés aux pesticides et n'ont pas de connaissances de base sur les pratiques et les méthodes d'application appropriées. Même si elles détenaient ces connaissances, elles n'ont pas le pouvoir et les moyens nécessaires pour compenser l'absence de gestion des pesticides par leurs gouvernements

Au niveau des politiques, le manque de certitude et de preuves sur les dangers des pesticides est considéré comme une *absence de dangers*. Pour les décideurs, cela signifie qu'il n'est pas nécessaire d'inclure la gestion des pesticides dans les priorités nationales. Par conséquent, les politiques concernant les pesticides sont faibles. Il n'existe aucun programme ni infrastructure pour suivre et évaluer les pesticides et leurs effets. Même là où ces infrastructures existent (i.e. le centre de poison), seuls les effets aigus

des pesticides sont pris en considération, et beaucoup/la plupart des cas d'empoisonnement graves dans les zones rurales éloignées ne sont pas bien documentés et ne sont pas souvent considérés comme empoisonnement par les pesticides du fait de la similitude des symptômes avec d'autres maladies courantes. Les médecins et personnes évoluant dans le domaine de la médecine manquent aussi de connaissances pour diagnostiquer des cas d'empoisonnement liés aux pesticides. Par conséquent, les effets chroniques des pesticides restent non documentés et présentent un risque majeur pour les pays en développement. Donc, mis à part les cas d'empoisonnement graves publiés dans les journaux, l'impact réel des pesticides dans ces pays n'est pas vraiment connu par les décideurs en charge de la sécurité chimique.

Le manque de connaissances a pour résultat un cadre très faible de gestion des pesticides dans les pays en développement qui peut être caractérisé par :

- l'absence de législation pour le contrôle adéquat des pesticides et de procédures avancées d'approbation/d'enregistrement des pesticides
- l'absence de législation sur les conditions de travail et la gestion des polluants (i.e. dans les aliments, l'eau potable et l'environnement de travail)
- l'accès facile aux substances toxiques (i.e. qui peuvent être utilisés pour se suicider)
- l'absence de système national de surveillance des poisons et de centre d'information et de contrôle
- l'absence de moyens (ressources humaines et financières) pour conseiller et renforcer les lois nationales et les codes de conduites approuvés
- le manque d'information et de sensibilisation visant la petite entreprise (les paysans) sur le stockage rationnel, la manipulation, l'utilisation des pesticides, l'élimination des déchets et des emballages vides de pesticides
- absence d'infrastructures médicales
- une faible disponibilité d'informations conduisant à un manque de connaissances sur les risques associés aux pesticides
- la gestion et le stockage inadéquats des stocks de pesticides obsolètes et des emballages vides de pesticides, ainsi que le manque d'infrastructures pour une bonne gestion des déchets
- la recherche continue des politiques agricoles qui ont pour objectif de réduire la pauvreté et la malnutrition mais qui en réalité aggravent ces problèmes.

3. La solution

Nous croyons que le Suivi et Contrôle Communautaires des Impacts de pesticides est un outil qui promeut la mise en oeuvre de ces solutions. Le suivi, contrôle et l'enregistrement des impacts de pesticides sur la santé, l'environnement, et l'économie locale aident à sensibiliser sur les dangers

des pesticides chez les consommateurs et décideurs. Le suivi et contrôle communautaires peuvent aussi aider les communautés à acquérir la connaissance de base sur les effets des pesticides et jouir de leur droit sur les questions liées aux pesticides. En effet, ceci aborde l'insuffisance de connaissances et l'incertitude citée ci-dessus à travers l'utilisation de méthodes scientifiques et empiriques, des outils d'auto-surveillance simples, et l'aide d'experts des académies et ONG à intérêt public lorsque cela est approprié. Basé sur une approche de recherche participative, elle permet aux communautés d'enregistrer les effets négatifs immédiats après la pulvérisation, et d'enregistrer les effets les plus évidents sur l'environnement et la biodiversité comme la mort des vers de terre, des abeilles, des poissons, du bétail etc. Par conséquent, le suivi et contrôle communautaires fournissent un intérêt personnel qui est le meilleur élément moteur pour conduire un changement.

Le suivi et contrôle communautaires ne sont pas seulement un outil fort et utile aux pays où l'application de réglementations est presque inexistante. Elle est aussi valable dans les pays où les réglementations sont soit disant bonnes.. Au sein de l'Union Européenne, par exemple, il est obligatoire de suivre et contrôler régulièrement la distribution et l'utilisation de pesticides et de publier les résultats annuellement. Mais, comme l'attestent les rapports de l'UE, il existe un commerce et une utilisation illégale des pesticides. Des initiatives conjointes des groupes de sociétés civiles sont ainsi nécessaires pour mettre en œuvre les réglementations. En plus, des rapports transparents sont nécessaires dans les pays industrialisés. Comme il n'existe aucun système de «nom et dommage» appliqué généralement dans les pays industrialisés, ceux qui violent les lois sur les pesticides ne s'attendent pas à payer des amendes ou pénalités qui pourraient les empêcher de le faire.

Les avantages du suivi et contrôle communautaires dans la gestion des pesticides regroupent entre d'autres:

Une meilleure connaissance des effets des pesticides au niveau de la communauté:

En plus des cas d'empoisonnement aigu, les pesticides ont d'autres impacts sur la santé des communautés. La quantité de pesticides utilisés dans les communautés rurales n'est pas connue. Les paysans n'utilisent pas des équipements de protection ; les pesticides sont stockés dans les maisons et dans les réserves de nourritures, où ils peuvent les contaminer. Le suivi et le contrôle communautaires fournissent plus de connaissances sur la qualité de pesticides utilisés, les conditions d'utilisation et de manipulation ainsi que les aspects socioéconomiques qui influencent la distribution de

pesticides. Cette information peut donc être utilisée pour évaluer le niveau d'application des responsabilités et devoirs des gouvernements dans la communauté ; le niveau de conformité des réglementations sur les pesticides dans la communauté et comment intervenir afin d'améliorer la situation.

La sensibilisation des décideurs sur les effets des pesticides dans les communautés. Comme discuté ci-dessus, les pesticides causent beaucoup de problèmes dans les communautés. Mais en général, ces problèmes sont sous-documentés et les autorités en charge de la santé publique et la gestion des pesticides ne sont pas conscientes de cela et de ce fait ne voient pas la nécessité de traiter ces questions. Ils concentrent leur intervention dans le développement de l'agriculture, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des services de santé etc. En documentant les effets des pesticides le suivi et contrôle communautaires, informent d'un côté les autorités sur les relations entre la pauvreté, la santé, les revenus et biens des ruraux et de l'autre côté, les questions des pesticides. Cela leur prouve la nécessité de traiter les questions des pesticides dans la promotion d'un développement durable.

La sensibilisation des utilisateurs finaux de pesticides et l'augmentation du niveau de connaissances sur les pesticides au sein de la communauté: le comportement risqué des utilisateurs de pesticides est du au manque de prise de conscience sur les risques liés aux pesticides dangereux. Par conséquent, il est important de les sensibiliser sur les risques liés aux pesticides dangereux. A travers le suivi et contrôle les communautés acquièrent une meilleure compréhension de l'environnement et des questions de pollution, augmentant ainsi leurs connaissances et capacités à contribuer à la diminution de la contamination de la terre, de l'eau, de l'air et de toutes les choses vivantes. Par le contrôle et suivi, les communautés peuvent être habilitées à prendre des actions pour se protéger ainsi que leurs familles des contaminations par les produits chimiques.

Responsabiliser les communautés: le droit de suivre et de contrôler la pollution et les résidus chimiques est crucial. Le suivi et contrôle communautaires de l'environnement offrent aux groupes et individus un moyen efficace pour démontrer leur intérêt par rapport à la dégradation de l'environnement et la santé de l'homme causée par les pratiques agricoles incluant l'utilisation de pesticides, la pollution industrielle, les émissions et déchets émanant d'industrie particulière.

La contribution à l'application des conventions internationales (Stockholm, Rotterdam et Bale) et le code de la FAO sur la Distribution et l'Utilisation des pesticides. Toutes ces conventions appellent à la documentation des effets liés aux pesticides, à la sensibilisation sur les questions relatives aux pesticides, au renforcement des capacités des communautés et groupes vulnérables sur les questions des pesticides pour leur permettre de participer pleinement à l'application de ces conventions. Le suivi et contrôle communautaires peuvent jouer un rôle important

particulièrement dans l'application de la Convention de Rotterdam (PIC). L'Article 12.9 du Code de la FAO encourage explicitement les ONG (et par extension aussi leurs partenaires locaux et autres parties intéressées) à suivre et contrôler les activités liées à l'application du Code et de rendre compte au Directeur Général de la FAO.

La promotion de l'usage du principe de précaution dans la gestion des pesticides. En utilisant le principe de précaution, les communautés responsabilisées et leurs groupes de soutien peuvent utiliser les résultats du suivi et contrôle pour prévenir l'exposition des travailleurs aux pesticides incriminés. Ce fut le cas en Malaisie où les travailleurs des plantations et leurs groupes de soutien utilisèrent les résultats de leur suivi et contrôle pour lancer une campagne *d'interdiction du Paraquat*. La campagne a été menée de toute force pour s'assurer que l'interdiction soit totale en Malaisie, en Novembre 2007. Ce fut aussi le cas dans l'arrondissement de Kasargod, Kerala (Inde) où les communautés identifièrent clairement *l'Endosulfan* comme le pesticide causant des problèmes de santé et d'environnement suite à une documentation, suivi, contrôle et investigations en utilisant l'approche CPAM avec l'aide de la PANAP et autres groupes. Une interdiction de la pulvérisation aérienne de l'Endosulfan dans l'Etat a été finalement obtenue par décision de la cour. La cour dans ce cas a invoqué le "principe de précaution" en tranchant en faveur des communautés affectées.

La promotion d'alternatives aux pesticides et de l'agriculture durable: le suivi et contrôle communautaires des effets des pesticides aident à la sensibilisation des utilisateurs finaux sur les dangers des pesticides et encouragent les communautés à chercher des alternatives de contrôle des parasites et des méthodes d'agriculture durable comme l'IPM, et l'agriculture biologique.

4. L'engagement

Pour toutes ces raisons, nous appelons les décideurs dans les pays en développement à promouvoir le suivi et contrôle communautaires des effets de pesticides comme un outil de gestion des pesticides. Nous PAN sommes engagés à contribuer au suivi et contrôle des effets de pesticides dans les communautés et à partager nos expériences et compétences.

ⁱ <http://www.communityipm.org/toxictrail/issue1-Industry.htm>